

MARCHE DE MAINTENANCE ET VERIFICATION DE DISPOSITIFS DE SECURITE INCENDIE

MARCHÉ DE PRESTATIONS DE SERVICES
RÈGLEMENT DE CONSULTATION

Date limite de remise des offres : 28 novembre à 12h

ARTICLE 1. Généralité

La présente consultation concerne la réalisation de l'entreprise, la maintenance et la vérification des dispositifs de sécurité incendie du patrimoine locatif de TISSERIN HABITAT.

Ce marché est conclu pour une durée de 1 an à compter du 1er janvier 2026 renouvelable 2 fois 1 an tacitement sauf dénonciation par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois avant la date d'échéance.

ARTICLE 2. Règlement de la consultation

2.1 - ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

La présente consultation est ouverte, et soumise aux dispositions des articles 67 et 78 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 : appel d'offres ouvert.

2.2 - MODE DE PASSATION DES MARCHÉS

Le Marché est constitué d'un lot.

2.3 - CONDITIONS DE PRIX

Les propositions seront établies en prix global, forfaitaire, ferme et définitif, sur la base des conditions économiques de novembre 2025.

2.4 - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt jours (120) à compter de la date de remise des offres.

2.5 - DÉLAI D'EXÉCUTION

Le délai global d'exécution est fixé dans le CCAP.

2.6 - MODE DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ

Le mode de règlement est spécifié au CCAP.

2.7 - VARIANTES

Avec variante : prestation avec astreinte.

2.8 - Modifications de détail au dossier de consultation

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 7 jours avant la date fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.9 - Garanties particulières pour matériaux de type nouveau

En cas d'usage ou de mise en œuvre de matériaux, de fournitures ou procédés de type nouveau, il sera demandé des garanties dont la durée et la nature ne sauraient être inférieures à celles qui découlent de la réglementation et des documents techniques généraux.

ARTICLE 3. Contenu et présentation des offres

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par eux.

Dossier candidature

Celle-ci doit comprendre :

- 1) Une déclaration sur l'honneur à souscrire par chaque société soumissionnant au marché, attestant qu'elle ne fait pas l'objet d'une interdiction de soumissionner et qu'elle est en règle avec ses obligations fiscales et sociales.
Le cas échéant, pour toute entreprise en situation de redressement judiciaire, joindre la copie du jugement prononçant le redressement.
Cette exigence concerne toutes les entreprises participant au marché (entreprise générale, mandataire, cotraitants, sous-traitants).
- 2) La lettre de candidature (formulaire DC1) en un seul exemplaire,
- 3) Pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat, en un seul exemplaire,
- 4) Un extrait du registre de Commerce ou une carte d'identification au répertoire des métiers,
- 5) Le cas échéant, copie du jugement prononçant le redressement judiciaire prouvant leur habilitation à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible du marché, en un seul exemplaire,
- 6) Déclaration du candidat (formulaire DC2 pour les candidats établis en France, et DC5E pour les candidats établis hors de France), assortie des copies certifiées conformes des originaux des attestations et certificats fiscaux et sociaux ou de l'état annuel de ces certificat (formulaire DC7 ou NOT11) à jour en un seul exemplaire,
- 7) Copie de la qualification professionnelle en vigueur à la date de la remise des offres, ou, à défaut, les références du candidat, permettant d'apprécier les garanties professionnelles et financières de celui-ci dans le domaine d'activité relatif au marché pour lequel il soumissionne ainsi qu'une liste des références en matière de prestations similaires, en un seul exemplaire,
- 8) Attestation d'assurances civiles et décennales en cours de validité
- 9) Le(s) certificat(s) de qualité (certification ISO), en cours de validité, que pourrait éventuellement avoir le candidat, en un seul exemplaire,
- 10) Les fournisseurs de nationalité non française produiront des déclarations et attestations similaires conformément aux articles 20a, b, c, e et f, 21, 22, 23 de la Directive européenne numéro 93/36 du 14 juin 1993.
- 11) Une note de présentation de la société avec l'ensemble de ces compétences
- 12) Attestation sur l'honneur que le candidat n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.324.9, L.324.10, L.341.6, L.125.1 et 125.3 du code du travail en un seul exemplaire,

Les documents seront rédigés en français.

Dossier offre

Celle-ci doit comprendre :

- Un acte d'engagement
- CCTP
- CCAP
- Les annexes et DPGF remplies et signés au format Excel.
- Un mémoire de 50 pages maximum Celui-ci doit reprendre tous les items détaillés dans la fiche d'évaluation des offres :
 - Présentation de l'entreprise
 - Expérience significative
 - Qualité et fiabilité des documents : ex-planning, rapports
 - Organisation et moyens de communication :

L'annexe du RC complétées et signées

NOTE IMPORTANTE : les offres incomplètes, à l'exception des certificats de qualité et des variantes ne seront pas examinées.

ARTICLE 4. Jugements des offres

4.1. Les conditions de fond

Les entreprises devront répondre impérativement sur la totalité des postes du bordereau sous peine de nullité de l'offre.

Toutes les offres dépassant plus de 10 % le prix limite d'appel d'offres seront abandonnées.

Après vérification de la conformité administrative de l'offre et du respect des clauses du présent RPC, les offres seront jugées selon les critères suivant :

- Offre financière (montant total annuel HT) : 60%
- Mémoire technique : 40% (détail de jugement détaillé dans la fiche d'évaluation de l'offre).

4.2. Les conditions de forme

En cas de discordance constatée dans l'offre d'un entrepreneur candidat entre les sommes indiquées dans l'acte d'engagement et dans le détail estimatif, la somme portée en lettres dans l'acte d'engagement prévaut. Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report sont constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un entrepreneur candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de l'appel d'offres.

Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour le mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus, son offre sera éliminée comme non-cohérente.

4.3. Dispositions particulières

Si au terme de la consultation, un candidat est informé que son offre est retenue, il ne pourra prétendre à aucune indemnité, ni élever aucune réclamation dans l'hypothèse où le maître de l'ouvrage ne passerait pas avec lui le marché de travaux correspondant, quand bien même la mise au point de son offre aurait nécessité la réalisation d'études complémentaires. En effet, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation.

ARTICLE 5 – Remise des offres

Les offres, devront être remises avant le **28 Novembre 2025 à 12h**, date et heure limite.

Le dossier de candidature comportera deux dossiers distincts :

1^{er} dossier : Pièces administratives

2^{ème} dossier : Offre

La candidature sera à déposer sur la plateforme de publicités :

<https://www.marches-securises.fr>

Le fichier portera le numéro et la mention de la consultation correspondante

**TOUTE OFFRE INCOMPLÈTE NE RÉPONDANT PAS
AUX ARTICLES PRÉCÉDENTS SERA ÉLIMINÉE.**

ARTICLE 6 – Collecte des données personnelles

Les données personnelles collectées font l'objet d'un traitement par TISSERIN HABITAT dans le but d'analyser les candidatures et les offres des candidats. Les informations seront conservées pendant 5 ans à compter de la fin de l'exécution du marché pour le(s) titulaire(s) et 5 ans pour les candidats non retenus à compter de la date de signature du marché.

ARTICLE 7 – Renseignements Complémentaires

Toute information complémentaires utile relatif à la consultation peut être obtenue soit :

- En passant par la plateforme de marché sécurisé sur l'URL suivante <http://www.marche-securise.fr>
- Par mail en l'adressant à Madame PAGLIAÏ à l'adresse suivante : melodie.pagliai@tisserin-habitat.com

Les demandes d'informations complémentaires doivent être formulées au plus tard 5 jours avant la date limite de dépôt des offres.

Annexe 2 : Fiche d'évaluation de l'offre

Société :

Marché :

Coordonnées de la personne à contacter pour toute précision sur l'offre :

Nom :

Tel :

Mail :

	Points
Valeur financière : 60 Points	
Valeur technique : 40 points	

Tableau d'attribution de points pour la note technique			
N°	Désignation	Nombre de points maximum	Points attribués
1	Présentation de l'entreprise : <ul style="list-style-type: none"> - Présentation de l'organisation de l'entreprise, organisation des interventions, encadrement, déroulement des interventions - Présentation des effectifs selon les missions, les habilitations ou certifications. Le nombre d'équipes pouvant être affectées à la réalisation des prestations - Moyens mis en œuvre pour la réalisation des missions confiées 	10	
2	Expériences significatives du candidat dans ce domaine (référence et attestation d'expérience similaire favorable souhaitée)	10	
3	Organisationnel et méthodologie des interventions : <ul style="list-style-type: none"> - Clarté et pertinence de l'organisation proposée (planning, mode opératoire, suivi) - Réactivité en cas d'urgence ou panne - Démarche qualité / sécurité - Gestion de la continuité du service - exemple de documents à joindre au rapport technique : <ul style="list-style-type: none"> • Planning transmis • Rapport d'anomalie, • Rapport de prise en charge, • Rapport d'activité/exploitation annuel • Facture type 	10	
4	Outils de suivi, traçabilité et communication : <ul style="list-style-type: none"> - Qualité et clarté des documents de suivi (rapport, planification, fiches, bilans) - Moyens numériques proposés (plateforme, portail client, etc.) - Transmission des rapports et échanges avec le bénéficiaire - Propositions d'amélioration 	10	

Les réponses sur ces points doivent apparaître clairement dans le mémoire technique ou faire l'objet d'un mémoire à part. Ces documents seront contractuels et annexés au marché.

Les colonnes grisées sont réservées à TISSERIN HABITAT